

CIBLE

Courage

Qu'on ne vienne pas nous dire que les temps sont durs et qu'il va falloir être courageux ! Le courage est une qualité personnelle, qui s'accomplit dans l'instant, à la suite d'une décision que l'on prend pour soi-même face à un risque possible ou à un danger déjà là.

Ce que nous demandent les adeptes de la rigueur, ce n'est pas le courage de l'acte. Ils veulent que nous acceptions les contraintes qu'ils ont eux-mêmes décidées. Ils veulent donner une signification morale au sacrifice du salaire, de l'emploi, de la santé sur l'autel du libre échange et de la banque insolvable.

D'ordinaire, les rigoristes se posent en modèle et invoquent les « mesures courageuses » qu'ils ont prises au nom du « réalisme ». Et les commentateurs serviles célèbrent inévitablement les « accents churchilliens » en oubliant que Winston Churchill risquait effectivement sa vie.

Ce moralisme manipulateur n'est pas acceptable. Le courage, pour les dirigeants français, c'est d'affronter le gouvernement allemand jusqu'à ce qu'il renonce à la politique suicidaire qu'il veut nous imposer.

François Hollande

L'heure des choix

Énergie

**Une taxe
écologique ?**

p. 6-7

Idées

**Simon
Leys**

p. 9

Un état d'exception budgétaire ?

Les régions espagnoles, comptables des principaux déficits, avancent en ordre dispersé sur le chemin des réformes, tandis qu'une reprise en main par l'État pourrait sonner la fin d'un consensus institutionnel.

Un an, jour pour jour, après la naissance du mouvement des Indignés, l'Espagne semble se retourner vers des formes de contestation plus traditionnelles. À Madrid, sur la place de la *Puerta del Sol*, la police veille désormais à empêcher l'installation d'un nouveau campement tandis que les activistes adeptes de la démocratie directe radicalisent leur action : « **rompez le pacte social** », peut-on lire sur leurs pancartes, tandis que des actions coup de poing sont organisées, comme le blocage, de temps à autre, du métro ou de la circulation.

L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de droite est probablement pour quelque chose dans le réveil tardif des syndicats, puisque ce sont eux qui rassemblent désormais l'essentiel des foules, depuis la terrible accélération de la crise. La population active compte désormais 24,44 % de chômeurs. En Andalousie, l'une des régions les plus tou-

chées par la crise, on a calculé que trente-deux emplois disparaissent chaque heure, tandis que, au niveau national, le gouvernement reconnaît ne pouvoir envisager la sortie de la récession... qu'en 2013 ! L'immobilier, fondement du *miracle espagnol* vanté il y a quelques années, est plus que jamais au point mort : dans la banlieue des grandes villes, les appartements neufs ne trouvent toujours pas d'acquéreurs, même avec des remises de 60 %.

Pourtant, le nouveau gouvernement espagnol ne ménage pas ses efforts. Depuis l'adoption de la **règle d'or**, l'automne dernier, sous le gouvernement de Zapatero, existe un *conseil de politique fiscale et financière* chargé de surveiller les politiques menées tant par l'État central que par les régions, appelées *autonomies*. A ainsi été préconisé de trouver, sous injonctions européennes, plus de neuf milliards d'euros d'économies, pour le budget 2012. Il s'agit là, selon les zéloteurs de l'austérité, d'une

condition *sine qua non* pour faire passer le déficit global de 5,3 % - niveau pour l'instant toléré par Bruxelles - à 3 %.

Mais la surveillance des régions s'avère bien difficile. Dans l'Espagne démocratique, en effet, les domaines dans lesquels les plus importantes économies peuvent être réalisées, la santé et l'éducation - comme chez nous -, sont du ressort des régions. Or, bien des gouvernements autonomes n'ont pas envie de se couper de leurs électeurs en réduisant des crédits si essentiels. Certaines affichent leurs réserves ou affirment que les économies ne seront réalisées qu'à la marge. C'est la politique qu'a, par exemple choisi l'Andalousie, où la question de la cohésion sociale, adossée encore sur les solidarités familiales, est en grand danger. La région, d'ailleurs, est l'une des seules où la gauche n'ait pas perdu la main lors des dernières élections.

Dans d'autres endroits, par contre, on anticipe les mesures

les plus drastiques. Ainsi, la communauté de Valence vient d'annoncer la privatisation complète du secteur public de la santé. Le président de l'exécutif régional n'hésite pas, en effet, à parler d'un **changement de modèle**. Et pour cause, hors les rémunérations des personnels soignant, ce sont bien toutes les autres dépenses qui sont ainsi externalisées : celles relatives à des secteurs que l'on est habitué à voir être sous-traités, comme le nettoyage des cuisines, la logistique, mais aussi la distribution des médicaments, l'établissement de certains diagnostics ou certains examens de routine. Dans le domaine de l'éducation, Valence, à l'instar d'autres régions, veut faire augmenter les frais d'inscription à l'université de 20 %. L'ensemble des mesures doit permettre à la région d'économiser plus d'un milliard d'euros, sur le plan régional. Au niveau national, c'est plus de neuf milliards d'euros que l'on prévoit d'économiser.

Si Valence va aussi loin, c'est qu'elle craint d'être placée sous tutelle de l'État central. Cette extrémité serait vécue comme une infamie par de nombreuses régions, toutes attachées à des autonomies remontant aux temps les plus anciens. Une procédure de mise sous contrôle, bien que codifiée dans la Constitution, fait autant peur, en Espagne, que chez nous l'article 16. Un article du journal *El País* (du 28/4) met déjà en garde contre un possible **état d'exception autonome**. Les intentions de l'État sont d'autant plus suspectes que c'est un gouvernement très conservateur qui agit ce spectre. Très rapidement, la situation pourrait échapper à tout contrôle.

David NOVARRO

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERNARD MEUNIER

SOMMAIRE : p.2 : Un état d'exception budgétaire ? - p.3 : Appels à la raison - p.4 : Mélenchon est un problème - Le patriotisme nouveau est arrivé ! - p.5 : L'invité surprise - p.6/7 : Pour une taxe écologique - p.8 : *Le Débat* - Notre programme commun - p.9 : Simon Leys - p.10 : Croatie - Les brigadistes de Franco - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Notre monarchie éléctive.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Appels à la raison

Le désastre monétaire est un fait. Pour éviter la catastrophe sociale et le chaos politique, des économistes lancent des appels que le nouveau gouvernement doit écouter.

Qu'en termes familiers ces choses-là sont dites ! Lisez plutôt :
« Treize ans après le lancement de l'euro, il est patent que non seulement cette expérience n'a tenu aucune de ses promesses, mais même que sa poursuite risque de déboucher sur le chaos.

Au lieu de la prospérité, un ralentissement de la croissance dans tous les pays de la zone, avec un important volant de chômage.

Au lieu de la rigueur, dix années d'augmentation irresponsable des dépenses publiques et des dettes souveraines, qu'une génération de sacrifices ne suffirait pas à apurer.

Au lieu d'une meilleure intégration économique, des déséquilibres entre les pays qui s'aggravent chaque jour. Les pays d'Europe du Sud, Grèce, mais aussi Portugal, Espagne, Italie, et même France voient leur compétitivité se dégrader depuis dix ans de manière continue. Asséchant le pouvoir d'achat des uns, cette situation fait obstacle à la croissance des autres et donc au développement du marché unique.

Au lieu d'un rapprochement des peuples, une animosité croissante entre créanciers et débiteurs.

Au lieu d'un progrès de la démocratie, des décisions venues de haut imposées à des peuples qui les refusent. » (1)

Ces lignes ont été cosignées par treize économistes français

et allemands qui soulignent que les politiques de déflation n'ont jamais réussi et que la zone euro est entrée dans une **spirale de récession** qui menace l'activité économique mondiale. Pour éviter l'enchaînement des catastrophes, les treize demandent aux gouvernements français et allemand de « mettre fin à l'expérience de la monnaie unique » et de recréer des monnaies nationales dans le cadre d'un nouveau système monétaire européen afin d'assurer le redressement économique de l'Europe. Les treize proposent de « convertir dans chaque pays l'ensemble des prix et salaires intérieurs ainsi que les avoirs bancaires sur la base de **un euro** pour chaque unité de monnaie nationale ; convertir, selon la même règle, les dettes publiques de tous les pays de l'euro en leur nouvelle monnaie nationale ; convertir les créances et dettes privées internationales dans l'unité de compte européenne. Le règlement des dettes publiques et privées pourra faire l'objet de négociations bilatérales, entre créanciers et débiteurs, à partir des deux règles de base énoncées dans les deux précédents alinéas. »

À peu près au même moment, plusieurs économistes français (dont Jacques Sapir, Bertrand Rothé et Jean-Claude Werrebrouck) se sont adressés à François Hollande afin de conforter son projet de renégociation avec l'Allemagne. Pour établir un rapport de force favorable à la France, ils proposaient que le

candidat socialiste annonce avant le second tour la décision de soumettre le traité à référendum et prenne position en faveur du rejet : « **Un non massif vous renforcerait et vous donnerait un pouvoir de négociation décisif. Il mettrait entre vos mains un mandat populaire nettement ciblé et sans aucune ambiguïté. Vous pourriez imposer alors des mesures à l'efficacité réelle ou alors faire la démonstration que certains de nos partenaires se refusent à sauver l'euro. Il vous faudrait alors avoir le courage d'en tirer les conséquences.** »

La proposition a été écoutée, elle n'a pas été suivie mais sa pertinence demeure. Le peuple français, abreuvé pendant la campagne présidentielle de promesses sympathiques et de messages subliminaux, doit se prononcer sur un traité présenté comme moyen de sauvetage d'une zone euro qui est soumise à un processus de destruction aussi accéléré que manifestement imparable. Les opérations de refinancement à long terme (LTRO) menées par la Banque centrale européenne ont échoué ; après la Grèce, l'Espagne est étranglée par la hausse des taux d'intérêt et ses banques sont en état d'insolvabilité. L'intransigeance d'Angela Merkel est tellement insupportable que les Allemands commencent à se révolter.

Les dirigeants français doivent comprendre, immédiatement, que le temps des bricolages financiers est terminé et que la soumission à Berlin n'a que trop duré.

Sylvie FERNOY

(1) www.marianne2.fr/Un-apel-franco-allemand-d-economistes-pour-une-sortie-paisible-de-leuro_a217204.html

L'écho des blogs

Croissance...

Une menace hante l'Europe, celle de la récession. Le bilan catastrophique des mesures d'austérité voulues par le FMI, la BCE et l'Eurogroupe s'impose à tous, brutale aggravation de la situation en Espagne, échec des mesures décidées en Italie, rechute de l'Irlande, effondrement de la Grèce... Mais suffit-il d'obtenir une renégociation du traité Sarkozy Merkel comme le demande François Hollande, pour y inclure l'objectif de croissance, pour changer de politique ?

En effet François Leclerc nous alerte dans un article publié sur le blog de Paul Jorion (1) « **La très longue période de déflation et de faible croissance que connaît le Japon, et dont il ne parvient toujours pas à sortir, plane comme une malédiction sur l'Europe si elle devait emprunter le même chemin.** » Or c'est bien dans cette voie que les dirigeants européens nous ont engagés et dont il faut sortir. Et Natacha Polony (2) a raison de nous rappeler les engagements de Jospin « **Qui pourrait croire que la croissance se laisse convoquer à grand renfort d'incantations ? En 1997, Lionel Jospin, alors chef de file du parti socialiste pour les élections législatives, avait juré ses grands dieux qu'une fois au pouvoir, il renégocierait le traité d'Amsterdam, et ne ratifierait le pacte de stabilité que si y était ajouté l'impératif de croissance et d'emploi. Le pacte fut rebaptisé de stabilité et de croissance, le Premier ministre et l'ensemble du gouvernement se félicitèrent d'y avoir ajouté un volet sur l'emploi. C'était il y a quinze ans. La France a perdu depuis un million d'emplois industriels.** »

Cette proposition de François Hollande de renégocier le dernier traité européen pour y intégrer un pacte de croissance est au centre du passionnant débat publié sur le site @rrêt sur images (3) entre le libéral Olivier Delamarche, chroniqueur à BFM Business ; Liêm Hoang-Ngoc, économiste et député européen (PS) ; Alexandre Delaigue, professeur d'économie et chroniqueur à Libération. Dans sa conclusion Liêm Hoang-Ngoc explique que le PS fait précisément l'analogie avec la crise de la fin de l'ancien régime, où la noblesse ne payait rien, et seul le tiers-état payait des impôts. « On est à la veille d'une situation explosive », prévient-il. « Hollande est-il le Necker d'aujourd'hui, la dernière solution pour éviter la révolution ? » demande Daniel Schneidermann. « Hollande, c'est plutôt un girardin », répond Liêm Hoang-Ngoc.

L'histoire le dira...

François ENNAT

(1) www.pauljorion.com/blog/?p=36505#more-36505

(2) <http://blog.lefigaro.fr/education/2012/05/lundi-matin.html>

(3) <http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=4902>

Mélenchon est un problème

Avec son *Parti de gauche* qui pourrait fusionner avec le *Parti communiste*, Jean-Luc Mélenchon est un problème qui ne parvient pas à trouver sa solution à cause de la faiblesse de ses analyses.

Jean-Luc Mélenchon possède bien des qualités qui font le *grand homme* politique - le sens de la justice, le courage de l'intention, la fidélité à soi-même - mais il a échoué dans les deux occasions historiques qui lui permettaient de s'élever au-dessus de lui-même.

La première fut la campagne pour le *Non* au référendum de 2005, après laquelle il aurait pu prendre la tête d'un vaste rassemblement patriotique - puisque Laurent Fabius n'avait pas l'audace de rompre avec la fraction européiste - hollandiste, nous ne l'oublions pas - de son parti. Jean-Luc Mélenchon préféra, en 2008, monter son affaire à la gauche de la gauche. La deuxième occasion fut la campagne présidentielle de cette année, menée avec un dynamisme et des effets de tribune qui firent espérer que le *Front de Gauche* dépasserait le *Front national* grâce à de bons succès dans l'électorat populaire. Las ! Le candidat Mélenchon n'a obtenu que 11 % des voix, surtout dans les régions traditionnellement communistes du centre et dans les zones industrielles de la région parisienne et du Nord. Mais les électeurs relégués dans les périphéries urbaines, victimes des délocalisations et de la réduction des services publics, ont voté pour Marine Le Pen.

Au vu de cet échec cinglant - un socialiste et des communistes qui ne parvien-

nent pas à rassembler un large électorat populaire - les dirigeants du *Front de Gauche* auraient tout intérêt à faire une autocritique approfondie au lieu de se chamailler sur le problème de la participation au gouvernement. Deux erreurs ont été commises :

- **la posture antifasciste.** Cela fait plus de quinze ans que nous expliquons que le *Front national* n'est pas un parti fasciste et que ses électeurs ne sont pas - à quelques exceptions près - des brutes racistes. Sans écouter ceux qui, à gauche, disent la même chose que nous, Jean-Luc Mélenchon s'est fait plaisir en dénonçant le fascisme et en assurant les ouvriers qui votent *Front national* de son parfait mépris ;

- **le laxisme économique et social.** Le désir de justice sociale ne vaut rien si un projet politique général ne donne pas les moyens de le réaliser. Le chômage, les bas salaires et la dégradation des services publics se combattent d'abord par la remise en question de la zone euro et par la protection de l'économie. Marine Le Pen a bien compris ce point mais il est facile de montrer que les propositions économiques du *Front national* manquent de cohérence.

Jean-Luc Mélenchon n'a pas fait ce travail pour des raisons - conception de la nation, rapport à l'Europe - qu'il faudra expliciter.

Yves LANDEVENEC

Le patriotisme nouveau est arrivé !

Il est faux de dire qu'en matière de patriotisme l'UMP court derrière le *Front national*.

Dès l'an dernier, son secrétaire général Jean-François Copé avait suggéré l'instauration d'un **serment d'allégeance**

aux armes c'est-à-dire d'être prêt à se battre pour la France, auquel seraient soumis à leur majorité tous les jeunes nés Français et, jeunes ou moins jeunes, tous ceux qui voudraient le devenir. Il n'allait quand même pas jusqu'à demander à ces derniers d'accomplir un stage à la Légion étrangère comme le père de Nicolas Sarkozy en avait donné l'exemple.

Mais en vue de quelle guerre, de défense ou de conquête, cette mobilisation préventive des Français, ainsi que de futures recrues d'origine étrangère comme nous avons toujours eu l'habitude d'en avoir dans nos armées ?

La guerre dans laquelle nous sommes est une guerre économique (ce qui ne veut pas dire qu'elle ne nous coûte rien). Et nous y sommes entrés sans qu'aucun homme politique n'ait songé à instituer un **serment d'allégeance aux intérêts économiques de la France**.

Le résultat est que cette guerre est menée chacun pour soi. Avec les bénéfices réalisés dans leurs entreprises grâce au travail de leurs salariés, certains Français les remplacent par des machines, puis déménagent ces machines

dans des pays où la main d'œuvre est moins coûteuse et placent leurs bénéfices, de plus en plus importants, dans les pays où l'on paie le moins d'impôts.

Cette liberté accordée aux uns de s'enrichir grâce au travail des autres, puis de planquer leur fortune dans des paradis fiscaux, constitue un exemple de désertion du plus mauvais effet. Si malheureusement la Patrie était à nouveau en danger, il me paraîtrait difficile d'empêcher celui qui n'a que sa peau à sauver d'aller lui aussi la mettre à l'abri en Suisse. Je ne comprendrais pas qu'on osât lui faire la morale dans une Société du *chacun pour soi* où l'on se porte mieux d'avoir des ancêtres négriers que d'avoir eu un père mort pour la France.

Que restera-t-il par ailleurs du patrimoine commun que nous aurions à défendre ? En ce qui concerne le patrimoine matériel, on est en train d'en achever la privatisation et il ne nous restera bientôt plus en commun que les dettes de l'État et celles héritées des banques. Quant au souvenir glorieux de nos victoires militaires et de nos conquêtes sociales, ce ne sera pas trop lourd à emporter et ce n'est pas ce qui restera de la Patrie sous la semelle de ses souliers qui sera de nature à retenir quiconque.

Paul VINCENT

L'invité surprise

À peine investi, le nouveau président français devra consacrer sa toute première sortie au premier monde : sommets du G 8 à Camp David, Otan à Chicago.

Les États-Unis accueillent à la mi-mai, consécutivement, le sommet des pays les plus industrialisés et celui de l'Otan. Ces grand-messes sont évidemment préparées plusieurs semaines voire plusieurs mois à l'avance, le premier par des *sherpas*, souvent les conseillers diplomatiques des chefs de l'État ou de gouvernement, le second par tout l'appareil de la défense. La tradition parlementaire (Parlement de Westminster ou Congrès américain) veut qu'on y associe l'opposition. La tradition républicaine en France voudrait qu'on agisse de même en cas d'élection présidentielle, sans en attendre l'issue. Globalement, les sujets abordés font l'objet d'un large consensus bipartisan. Les situations conflictuelles sont rares : l'intervention en Irak en 2003 reste dans toutes les mémoires.

On n'imagine donc pas un nouveau venu dans la cour des Grands faire entendre une voix dissonante. Il sera complimenté, entouré, cajolé. Écrasé sous les fleurs, on le voit mal lancer tout de go une idée nouvelle ou proposer une initiative inédite. Les positions sont connues d'avance. On n'a pas entendu dire que M. Hollande s'inscrivait dans une *rupture*. Donc ce sera la continuité.

Pour ne parler que du sommet le plus important, celui de l'Otan, qui a seul pouvoir de décision, le G 8 n'étant qu'une chambre d'enregistrement de bonnes intentions, la **voix de la France** que M. Hollande dit vouloir *porter haut* sera plutôt en sourdine. Certes, le nouveau président répétera son intention de rapatrier prématurément les forces françaises d'Afghanistan. Tout le monde le sait. D'autres pays ont déjà pris la même décision sans tambours ni trompettes. Il fera chorus sur l'Iran nucléaire, le *volet européen* de la défense transatlantique, ce qui en pratique vaut acceptation de l'installation de missiles antimissiles aux frontières de la Russie, officiellement pour contrer d'éventuels lanceurs en provenance d'Iran. Il suivra le peloton sur la Syrie.

Tout ceci à brûle-pourpoint, sans équipes constituées, sans dossiers propres, et surtout avant d'avoir procédé au fameux *devoir d'examen* dont a excellemment parlé Régis Debray (1). Lorsque le président Obama avait succédé au président Bush le 20 janvier 2009, il avait initié une révision d'ensemble des grands et de quelques plus petits dossiers de politique étrangère qui, pour certains, a pris plus d'un an. L'Afghanistan en fut l'exemple le plus flagrant. Sans remonter trop loin, et pour rester sur les questions de défense et de

sécurité, cela s'était aussi vu en France à l'entrée en fonctions de Chirac en 1995 sur les Balkans et à celle de Sarkozy sur l'Otan et sur l'Afrique.

S'il ne peut en interne que dresser des **bilans**, comme celui sur trois ans de réintégration dans l'Otan, où le diable se cache dans les détails, M. Hollande ne pourra éluder le *devoir d'examen* sur quelques sujets sur lesquels la doctrine n'est pas encore fixée. Dans la perspective du sommet de l'Otan, on peut citer les partenariats arabes d'une part, asiatiques d'autre part. La guerre en Libye puis celle de Syrie ont vu se profiler des forces nouvelles, se projetant pour la première fois à l'extérieur, comme celles du Qatar et des Émirats arabes unis, liés à la France par des accords de défense de nature assez exceptionnelle qui soulèvent pas mal de questions. Le recentrement de la stratégie américaine sur les mers de Chine et du Japon, de la Corée aux Philippines et à l'Australie, interpelle également les pays européens plutôt démunis en la matière et plus perméables chez eux à la puissance chinoise. Il faut également s'interroger sur ce que l'on fait de l'Asie centrale et du Pakistan après le retrait d'Afghanistan.

À Camp David et à Chicago, M. Hollande sera **intronisé** par le premier monde. On attend son rendez-vous avec l'autre moitié de la planète.

Yves LA MARCK

(1) « L'inquiétant oubli du monde », *Le Monde*, 16/03/2012.

BRÈVES

♦ **MAROC** - Le roi Mohamed VI vient de refuser une entreprise d'islamisation de la télévision. Le ministre de la Communication, Mustapha El Khalfi, proposait, en effet, une réforme imposant aux deux principales chaînes publiques la transmission des cinq appels quotidiens à la prière, de raccourcir les programmes émis en français et de donner plus de place à la religion. Ce nouveau cahier des charges avait provoqué de vives polémiques y compris au sein du gouvernement. Le roi s'en est tenu aux prérogatives que lui donne la nouvelle constitution et après une réunion avec le chef du gouvernement Abdelilah Benkirane et les ministres Abdellah Baha et Mustapha El Khalfi, il a décidé que le cahier des charges serait rectifié. C'est un nouvel accrochage entre le roi et son Premier ministre islamiste, qui avait, pour sa part, critiqué publiquement la dérive affairiste du proche entourage du souverain.

♦ **GRANDE BRETAGNE** - Le prince Harry, 27 ans et troisième dans l'ordre de succession au trône, a effectué une tournée dans les Caraïbes et au Brésil à l'occasion des cérémonies du Jubilé de diamant de sa grand-mère la reine Elizabeth. Lors de son passage au Brésil a donné un entretien à la chaîne de télévision américaine CBS. Il s'est exprimé, à cette occasion, sur ce qui doit être le devoir des Princes, dans une société : « Nous sommes très privilégiés, mais comme on le dit, ces privilèges impliquent aussi beaucoup de responsabilités. Et le titre que nous portons devant notre nom, l'effet qu'il peut avoir sur votre pays, sur une association de bienfaisance ou sur n'importe quelle autre chose, on finit par accepter que le nom puisse faire vraiment une différence et de fait, vous voyez, on doit l'utiliser ». Et d'ajouter, malicieusement, concernant un éventuel mariage : « regardez-moi, j'ai 27 ans, et je ne cherche pas tant quelqu'un pour remplir le rôle mais plutôt quelqu'un qui voudrait bien accepter de le prendre ».

♦ **BURUNDI** - Après les recherches infructueuses pour retrouver les restes du roi Ntare V assassiné en 1972 (voir notre précédent numéro), le Burundi a fait savoir qu'il souhaitait faire revenir la dépouille de son père, le roi Mwanbusta IV, enterré en Suisse, à l'occasion des fêtes du 50^e anniversaire de l'indépendance organisées en juillet prochain. Engagé dans un difficile processus de réconciliation nationale après des décennies de rivalités interethniques, le pays se tourne vers son passé pour essayer de retrouver son unité. Déo Hakizimana, président du Centre indépendant de recherche et d'initiative pour le dialogue (CIRID) est convaincu que le retour du corps de Mwanbusta IV au Burundi « peut rapprocher les gens » : « La monarchie était un système dans lequel tout le monde se reconnaissait ». A l'appui de ses dires il rappelle ce qu'avait déclaré le défunt au magazine *Remarques africaines* en 1972 : « Pour moi, il n'y a toujours eu qu'un seul peuple composé de Burundais à parts égales. Je n'ai jamais toléré la moindre discrimination entre Tutsi, Hutu, Twa ou Muganwa ».

Pour une taxe écologique

Décidément la taxe carbone a du plomb dans l'aile. Après un quasi-abandon en France, puisque « *l'environnement, ça commence à bien faire* », voici que la « *taxe carbone aérienne* », initiative européenne que Mme Connie Hedegaard (Commissaire à l'action pour le climat) tente d'imposer ⁽¹⁾, est rejetée par la Chine, l'Inde et les États-Unis, pour une fois réunis. La taxe oblige les avions traversant l'espace européen à acheter l'équivalent de 15 % de leurs émissions de CO₂ : ces trois pays n'en veulent pas, la bataille est acharnée, et la Chine menace même de ne pas acheter d'Airbus si elle doit se soumettre à cette décision unilatérale.

Quelle qu'en soit l'issue, cette bataille a le mérite d'attirer l'attention sur l'écologie, grande oubliée de notre campagne présidentielle. Oubli grave car nous ne pouvons plus maintenir notre système économique et social sans prendre en compte le milieu dans lequel il se déroule. Il faut marteler l'évidence : notre mode de vie est littéralement en sursis tant que, les considérant illimitées, nous dilapiderons les ressources naturelles. Un changement de comportement est urgent. Et l'un des moyens les plus simples pour mettre en œuvre ce changement passe par les taxations **écologiques**. Il est donc temps d'en faire un état des lieux : il y en a deux principales.

La première, la désormais fameuse **taxe carbone**, veut réduire la pollution par le CO₂. Objectif résumé par Wikipédia : « *La lutte contre le réchauffement climatique [passe par] la réduction des émissions de gaz à effet de serre [qui] fait partie d'engagements internationaux, comme le protocole de Kyoto* ». La taxe a deux objectifs : réduire les émissions de CO₂ et préparer la société à une situation

de raréfaction des carburants fossiles. Elle fixe un prix par tonne de CO₂ émise dans le milieu et devrait favoriser d'une part la réduction de la consommation, d'autre part le transfert vers des méthodes de production d'énergie propre.

La deuxième est la **taxe sur les services écologiques** qui, elle, considère l'écosystème tout entier et non pas simplement les gaz à effet de serre. Elle nous a été présentée ainsi (2) : « *à l'heure actuelle, la quasi-totalité des charges et des régulations pèse sur le capital manufacturier (l'outil de travail et les infrastructures), et sur le capital humain (le travail et les compétences). Le capital naturel, qui est l'ensemble des écosystèmes et ce qu'ils contiennent, ne supporte aucune forme de charges. Il est temps de basculer les systèmes de régulation, d'alléger la pression sur le capital manufacturier et humain et de reporter ces charges sur le capital naturel. L'enjeu de tout cela c'est de rendre rentable le fait de maintenir ou d'améliorer les potentiels naturels.* »

Quelles différences entre les deux types de taxe ?

La taxe carbone est conçue pour taxer l'énergie **polluante** et elle seule, via l'évaluation du CO₂ émis dans le milieu par l'activité humaine. Elle établit une différence qualitative entre les énergies *propres* et les énergies contaminantes. En effet, on peut en gros séparer les méthodes de production d'énergie en deux groupes : celles utilisant des carburants fossiles et les autres.

Toute **énergie fossile** (pardon pour ce raccourci devenu usuel) vient de la combustion d'un élément organique fossile (charbon, tourbe, lignite, pétrole, gaz, bitume...) qui produit du CO₂, des sous-produits divers et de la chaleur - donc de l'énergie. Les autres sources d'énergie (sauf les biocarburants qui, n'utilisant pas de carburant fossile, ont un bilan carbone nul) se fondent sur la récupération de calories issues des productions énergétiques naturelles : nucléaire, par fission de l'atome qui produit de la chaleur ; énergie solaire et ses dérivés (soleil, vent, courants sous-marins, cours d'eau).

L'énergie **propre** est obtenue soit en transformant la chaleur produite en vapeur puis en énergie dans des turbines, soit en transformant directement l'énergie motrice ou photovoltaïque en électricité. Pas de combustion, donc pas de pollution lors de la production d'énergie ; il y a bien les résidus du nucléaire qui sont hautement toxiques, mais c'est une autre histoire.

La taxe carbone n'agit pas sur la consommation. Imaginons en effet un pays n'utilisant que de l'énergie nucléaire : il n'émet pas de carbone, il n'a donc aucun intérêt à réduire sa consommation et le coût des produits manufacturés qu'il produira ne sera pas affecté par cette taxe.

La taxe carbone présente plusieurs effets négatifs :

- elle affecte la compétitivité des entreprises d'un pays suivant leurs émissions de CO₂. Pour réduire cet effet, des mesures douanières peuvent être mises en place, ce qui impose des négociations internationales ;

- elle n'est pas applicable dans les zones internationales : tout le monde peut contaminer hors ZEE ;

- les budgets des États dépendent de ces taxes : or comme l'objectif est d'éliminer la consommation de combustible fossile, la ressource fiscale liée à l'émission de CO₂ est par nature appelée à disparaître à terme ;

- elle ne résout pas les problèmes liés au nucléaire (déchets radioactifs, démantèlement des centrales, risque sanitaire etc.) ou aux énergies renouvelables (hydroélectricité et effet sur les cours d'eau, champs d'éoliennes, pollution et consommation de terres rares, etc.) ;

- elle ne s'attaque pas non plus aux autres problèmes écologiques, comme la surconsommation et la destruction des écosystèmes.

La **taxe sur les services écologiques** se fonde sur des bases conceptuelles complètement différentes. Avec elle il n'est pas question seulement de pollution, mais de prise en compte à la fois du service rendu par l'écosystème et de la raréfaction des matières premières. Le pétrole devient un cas parmi d'autres de matière première pour lesquelles il y a un prix intrinsèque à payer.

La taxe écologique s'inscrit alors comme un des éléments qui régulent les trois domaines majeurs de l'activité humaine : domaine économique (capital manufacturier), domaine social (capital humain), domaine écologique (capital environnemental) ; on retrouve ici - et ensemble - les trois composantes, environnementale, économique et sociale, qui semblent avoir tant de mal à cohabiter dans la doxa écologiste. À l'heure actuelle, nous l'avons vu, seul le capital environnemental est pratiquement libre de charges. De ce fait, par exemple, les dégâts subis par l'environnement ou tout simplement son usage, n'entrent pas dans les budgets et les bilans d'activité. C'est pour corriger ce défaut que la taxe écologique a pour objectif de transférer vers l'environnement une part des taxes qui pèsent actuellement sur les domaines économique et social. Mais elle ne doit pas s'ajouter aux taxes existantes, ce qui rendrait insupportable (et impopulaire) un tel renchérissement des coûts. Le bilan doit rester neutre : « Pour [qu'elle] soit



recevable, il faut bien sûr qu'elle soit assortie de la suppression d'une ou de plusieurs taxes d'un rapport équivalent ou supérieur. À partir de là les termes de la confiance sont bien établis : il n'y a pas d'alourdissement fiscal, il y a substitution de taxe²».

Un tel concept permet d'éliminer certains des risques de la taxe carbone : pas d'alourdissement fiscal, ce qui doit la rendre plus digeste ; pas de diminution globale des recettes fiscales pour deux raisons :

d'une part c'est l'usage de l'écosystème qui est concerné et non pas la consommation d'une ressource particulière, et cet usage est permanent et indispensable ;

d'autre part ce que l'on pourra perdre d'un côté (par exemple : baisse de la consommation brute de matières premières via le recyclage) on le gagnera de l'autre (augmentation de l'activité manufacturière due au recyclage), puisque les trois taxes doivent être considérées dans leur ensemble et non pas séparément, pour un bilan final constant et équilibré.

On devrait donc sans risque, par l'application de la taxe sur les services écologiques, pouvoir encourager l'usage raisonné de l'environnement. On voit ici qu'il n'est question, ni de sanctuariser l'écosystème comme le veulent ceux qui prônent la **non-consommation**, ni de poursuivre un saccage criminel comme le font ceux qui excluent l'écosystème de leurs bilans. Il s'agit simplement de mettre un prix sur cet usage, sur ce service, afin que le gaspillage et le gâchis disparaissent : il y a donc protection de l'environnement sans qu'il y ait sacralisation de l'environnement. (3)

De nombreuses questions restent en suspens : quelles définitions des **services écologiques**, quelles modalités d'application, quelle coordination internationale ? Par ailleurs, qui dit taxe dit évidemment destinataires de la taxe. Il faudra détailler ces points. (4) Mais on le voit, une grande réforme fiscale reste à faire qui mette en cohérence, dans un système général, les instruments de protection écologiques et ceux de protection sociale.

Il y a d'ailleurs là un parallèle intéressant à faire : le principe de la protection sociale est bien compris par tous ; il devrait en être de même du principe de la protection environnementale, qui joue un rôle tout aussi important dans le bien-être des populations. Les deux sont intimement liés : ainsi l'amélioration de la qualité de l'air (écologie) réduit les risques de maladies respiratoires (social). Il est significatif de ce point de vue que les pays qui refusent d'appliquer une taxe sur l'écologie sont aussi ceux (Chine, Inde, États-Unis) qui refusent de mettre en place une protection sociale... À suivre donc.

François VILLEMONTÉIX

📖 (1) *Le Monde*, 31 mars 2012.

📖 (2) Entretien avec Jacques Weber, *Royaliste* n° 968, pp. 6-7, « *Quelle politique choisir ?* ».

📖 (3) Je conseille vivement le livre de Robert Barbault et Jacques Weber - « *La vie, quelle entreprise ! Pour une révolution écologique de l'économie* », Coll. Science Ouverte, Seuil, prix  : 21 €.

📖 (4) Voir les documents sur le « *payment for ecosystem service* » (en anglais comme d'habitude). http://ec.europa.eu/environment/integration/research/newsalert/index_en.htm

Le Débat

Les Arabes. L'islam. L'islamisme... La campagne électorale a charrié son lot de préjugés, de fantasmes et de clichés. Pour se reposer la tête et se cultiver l'esprit - ce n'est pas contradictoire - il faut lire les points de vue variés et les débats, toujours intelligents, publié par le récent numéro du *Débat*. (1)

L'analyse des révolutions arabes par Hakim El Karoui et Henry Laurens permet de sortir des schémas successifs et également réducteurs qui pêchaient par un excès d'optimisme (le printemps démocratique) et par un pessimisme (la victoire des islamistes) qui font fi des dialectiques politiques et sociales. Le fait de pratiquer une religion et d'appliquer à une société donnée ses normes et ses codes ne fait pas disparaître les enjeux économiques et n'efface pas les luttes de classes. Quant à la *Banlieue de la République*, titre d'un ouvrage de Gilles Kepel (2), il fait l'objet d'un débat sur l'islam de France entre l'auteur, Dominique Schnapper, Hugues Lagrange et Malika Sorrel-Sutter. Contre les facilités de la diabolisation et du déni, le nouveau gouvernement aura grand intérêt à relancer sans attendre la dynamique de l'intégration.

Jacques BLANGY

(1) *Le Débat*, n° 169, mars-avril 2012, Gallimard, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

(2) Gilles Kepel - « *Banlieue de la République* », Gallimard, prix franco : 30 €. [Achat immédiat](#)

Notre programme commun

Régis Debray fait corps avec la gauche, raison et sentiments mêlés. Mais il en a trop vu – des éminences roses, des mésalliances grises – pour ne pas opposer ses exigences de patriote au prétendu réalisme que les socialistes vont tenter d'imposer.

Le livre (1) est écrit dans la certitude d'une victoire électorale de la gauche et pour nous y préparer. La fête sera brève et ce sera plutôt l'expression un peu vive d'un soulagement. « *Un blouson doré de Neuilly dans le fauteuil du général de Gaulle, c'était plus qu'une faute de goût, une atteinte à ce minimum d'estime de soi dont a besoin un républicain du rang pour ne pas baisser les yeux devant son voisin de palier* ». L'éviction du président des riches ne suffira pas.

Nous avons souvent dit que les socialistes devraient changer radicalement de politique économique et sociale et nous y reviendrons tant que cela ne sera pas fait, sous la pression des circonstances et par peur panique de tout perdre à nouveau. Régis Debray, quant à lui, va plus loin. Il est trop modeste pour dresser la liste de ses exigences, qu'il présente sous la forme d'une rêverie aimable et parfois amusante. J'y vois un appel à la rigueur politique, sans aucun lien avec la recherche illusoire d'équilibres comptables.

La rigueur, ce serait l'oubli des ambitions personnelles pour aller servir là où l'on est utile à la collectivité nationale. Mais les gazettes nous ont déjà averti que la lutte des places avait commencé bien avant le premier tour de la

présidentielle et il nous faudra souvent réciter la lettre de Paul-Louis Courier que recopie Régis Debray : « *Nous étions trois sortes de gens appelés par le préfet. Gens de droite aisés à compter, gens de gauche aussi peu nombreux et gens du milieu à foison qui, se tournant d'un côté, font le gain de la partie et se tournent toujours du côté où l'on mange* ». Cela date de 1820...

Pourtant bien nourris par les cantines des régions et des grosses municipalités, les socialistes ont faim et entendent se réserver les mangeoires. On n'aboutira à rien en leur signifiant notre dégoût ou, plus poliment, notre déception. Il va falloir batailler. Non pour dénoncer le jeu médiocre des ambitions – d'autres s'en chargeront – mais pour rappeler aux importants qu'ils ne feront rien et qu'ils ne seront bientôt plus rien s'ils continuent à croire à Moody's, aux experts surpayés par les banques et à la défense du « monde occidental » par l'Otan. A la longue série des dérives passées, qui risquent de se prolonger, Régis Debray oppose un programme dont je veux souligner deux points décisifs :

Marc Bloch au Panthéon ! Lorsqu'un homme d'affaire franco-américain (Jean Monnet) fut porté au Panthéon par François Mitterrand, Régis Debray souhaite que le grand

historien, l'admirable résistant torturé et assassiné par les Allemands, soit conduit dans la même demeure. Il faut reprendre le projet, et le faire aboutir. Rendre hommage à Marc Bloch, c'est renouer le fil de notre histoire, retrouver l'histoire de France. Rien n'est plus urgent pour la gauche – et pour la droite – car l'oubli de l'histoire et le mépris du peuple ont conduit à l'abandon du projet républicain.

Sauver la langue française !

Il faut un immense effort dans les établissements d'enseignement mais aussi l'action exemplaire des responsables politiques et des journalistes qui ont américanisé leurs propos et leurs attitudes par le *story telling*, le *talk show*, le *care* de Martine Aubry et ce nouveau personnage de la comédie médiatique qu'est le *speech-writer*, autrement dit le rédacteur de discours (Henri Guaino) qui croit ce qu'il écrit pour quelqu'un qui s'en fout.

S'il tombe sur ces lignes, Pierre Moscovici, qui œuvre au « Traité constitutionnel » tout en assurant l'ambassade américaine de sa fidélité aux États-Unis, pourra se dire que le républicain républicaniste qu'est Régis Debray et le républicain royaliste que je suis communient dans la même ringardise. Il s'apercevra bientôt, sur les ruines de sa petite Europe libre-échangiste, que l'avenir se construit sur du passé raisonnablement critiqué et fidèlement transmis.

Bertrand RENOUVIN

(1) Régis Debray - « *Rêverie de gauche* » - Flammarion, 2012, prix franco : 11,50 €. [Achat immédiat](#)

Simon Leys : littérature et lucidité

Le nom de Simon Leys - qui est d'ailleurs un pseudonyme littéraire - est définitivement attaché à un grand livre *Les habits neufs du président Mao* qui, en 1971, rétablissait la vérité à propos d'un des mythes les plus pernicioeux du XX^e siècle. Jusqu'au bout de ses jours, l'écrivain ne cessera de répéter le désastre absolu que constitua l'expérience de la République Populaire de Chine, dont les dirigeants actuels interdisent de rappeler la réalité ou d'en permettre l'histoire. Tout reste tabou « *les purges sanglantes des années 1950, la gigantesque famine créée par Mao (dans un accès de délire idéologique) au début des années 1960, et enfin le monstrueux désastre humain de la Révolution culturelle (1966-1976)* ». Rétrospectivement, on s'interroge toujours sur l'étrange phénomène idéologique qui permit à tant d'intellectuels de chez nous de retranscrire dans leur langage les mensonges éhontés du régime le plus insupportable. Et cela continue d'ailleurs avec certains cas, certes limites, tel Alain Badiou qui ose s'en prendre « *au contexte de criminalisation et d'anecdotes ébourifantes dans lesquelles depuis toujours la réaction tente de les enclorre et de les annuler* », entendez la révolution et son projet démiurgique.

Comment opérer le diagnostic d'un tel aveuglement, s'il ne s'agit tout simplement d'une déformation consentie de la conscience psychologique et morale ? Simon Leys pourrait bien nous mettre sur la voie avec le recueil de textes de critique littéraire qu'il nous propose à l'enseigne de l'inutilité et qui dispense, au moyen de la dispersion de l'attention sur les sujets les plus disparates, une leçon bien sentie de lucidité intellectuelle. Rien de pesant, de grave et de sérieux chez ce docteur *honoris causa* de l'université de Louvain, qui ose exposer devant les autorités de cette prestigieuse institution sa philosophie profonde à partir de l'axiome d'un sage taoïste : « *Tous les gens comprennent l'utilité de ce qui est utile, mais ils ne peuvent comprendre l'utilité de l'inutile* ». L'idéologie ne serait-ce pas précisément l'obsession de l'utilité, porté à un tel degré que tout devient objet d'instrumentalisation ? Les maoïstes d'hier croyaient dur comme fer aux énormités qu'ils relayaient, totalement aliénés par la perversion d'esprit dont les criminels cyniques les avaient rendus captifs. Ce à quoi George Orwell répliquait en son temps : « *Vous devez faire partie de l'intelligentsia pour écrire des choses pareilles ; nul homme ordinaire ne saurait être aussi stupide* ».

Y aurait-il une complicité entre l'esprit de sérieux et l'aveuglement ? Tout dépend de ce qu'on entend par-là. Si être sérieux c'est avoir des convictions, alors non ! Le sérieux auquel s'opposait l'humour d'un Chesterton ne consistait pas dans la charge de l'existence, mais dans la ferme-

ture à sa profondeur et à son imprévisibilité : « *Mes critiques pensent que je ne suis pas sérieux, mais seulement amusant. Ils croient que amusant est le contraire de sérieux ; mais amusant est seulement le contraire de pas amusant et de rien d'autre* ». Et Simon Leys nous formule d'un mot ce qui fait le génie singulier de l'auteur d'*Orthodox* : « *Pour Chesterton, le seul fait d'être est tellement miraculeux en soi, que nul malheur ne saurait ensuite nous dispenser d'éprouver une sorte de gratitude cosmique* ».

Les caractères personnels et littéraires peuvent diverger, il y a néanmoins des ressemblances qui ne trompent pas entre génies extrêmement contrastés. Entre Chesterton et Orwell, par exemple ! A priori, à peu près tout oppose les deux écrivains : leurs origines, leurs appartenances, leurs affinités politiques. Quoi de commun entre un *réactionnaire* et un *anarchiste* ? Leur liberté intérieure précisément, celle qui leur permettra à tous deux de désigner le péril totalitaire. Et puis aussi leur faculté commune d'étonnement, voire d'admiration face à la création : « *Si un homme ne peut prendre plaisir au retour du printemps, comment pourrait-il jouir d'un futur paradis délivré du travail ? Je pense que c'est en conservant notre amour enfantin pour les arbres, les poissons, les papillons, les crapauds, etc., que l'on rend un peu plus probable la possibilité d'un avenir paisible et décent* ». On aura reconnu Orwell. Ce que l'auteur de *La ferme des animaux* a ainsi écrit, celui du *Nommé Jeudi* aurait pu le reprendre totalement à son compte !

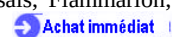
par Gérard Leclerc



Par ailleurs, il est d'autres formes de tempéraments moins détendus, parce que marqués d'une douleur originelle ou d'une épreuve indicible. Simon Leys, en nous ouvrant plus largement l'éventail de ses lectures et de ses auteurs de prédilection, nous fait entrer dans d'autres univers, tel celui du poète Czeslaw Milosz. La confiance que celui-ci nous adresse semble aux antipodes du sourire chestertonien : « *Les hommes sont condamnés d'avance, car l'ordre dans lequel ils sont installés et qui donne forme à chacune de leurs pensées et émotions, est, comme tout ordre, mûr pour la destruction* ».

Et la chère Simone Weil, celle que Thibon a accueillie dans sa terre de vignes et qui tint à épouser la condition la plus humble et la plus frustrée, à l'encontre de toute douce aménité ? Le sérieux de sa philosophie (celui de *La paysan et la grâce*) est celui qui convient à la pureté de la pensée et à la quête irrépressible de l'absolu, celles qui rendent dérisoire la grimace totalitaire. C'est bien pourquoi Albert Camus, qui fait, évidemment, partie des amitiés de Leys se montrait si attaché à elle. Cette Simone plus proche, disait-il à Oslo, que bien des vivants ! Tous trois, le romancier (en dépit de son agnosticisme), le poète et la philosophe ne pourraient-ils pas se définir comme des **pessimistes extatiques**, car à l'encontre d'Orwell et de Chesterton, la lumière dont ils se réclament n'est pas celle du petit matin. Mais il faudrait parler de tous les autres chapitres du recueil de Simon Leys, pour prendre la mesure de ses admirations, de ses ferveurs, et aussi de ses soucis lancinants. Le culte qu'il porte à l'inutilité s'éclaire de son souci de l'essentiel qui correspond au désintéressé. Car l'inutilité ici, ce n'est pas celle de Dombrowski, dans un autre prodigieux livre. Chez ce dernier elle signifie disparition de toutes les valeurs et particulièrement du droit sous la férule stalinienne. Elle est donc le contraire de cette ouverture perpétuelle à une richesse dont se nourrit celui qui ne vendra jamais son âme.

■ Simon Leys - « *Le studio de l'inutilité* », Essais, Flammarion, prix franco : 21,50 €.



Croatie

Si vous voulez simplement découvrir les beautés des villes de Croatie et goûter aux charmes de l'été sur la côte dalmate, le guide écrit par Jean-Arnault Dérens (1) vous sera utile. Mais si vous souhaitez rencontrer des Croates, vous aurez besoin de connaissances historiques et géopolitiques précises pour comprendre ce qui sera inévitablement évoqué : les tragédies de la Seconde Guerre mondiale et celles provoquées par l'éclatement de la Yougoslavie, l'identité de la Croatie et son avenir dans une Union européenne de plus en plus problématique. Sur toutes ces questions délicates, les informations et explications du rédacteur en chef du *Courrier des Balkans* (2) vous seront indispensables.

Après avoir compris la catholicité croate, distingué les minorités (Serbes, Italiens, Hongrois, Ruthènes...), appris que les Croates ne se considéraient pas comme une nation et un peuple balkaniques, compris les particularités de la langue et retenu les mots essentiels de la cuisine croate, vous saisissez l'essentiel : les liens qui se renouent avec les voisins de l'ancienne Yougoslavie au son du *turbofolk* (3), né en Serbie et qui a gagné la Croatie et la Bosnie-Herzégovine.

Annette DELRANCK

(1) Jean-Arnault Dérens - « *La Croatie de A à Z, Société - Politique - Culture* », André Versaille éditeur, 2012, prix franco : 17 €. 

(2) Cf. <http://balkans.courriers.info/>

(3) À écouter sur Balkanophonie, le web francophone des Balkans : <http://www.balkanophonie.org/>

Les brigadistes de Franco

Bien moins nombreux que leurs ennemis des Brigades internationales, et pas autant unifiés, les étrangers engagés aux côtés des troupes franquistes nous révèlent, eux aussi, quelques enjeux politiques de l'avant-guerre.

Sous un titre curieux, *Les Brigades internationales de Franco*, Sylvain Roussillon passe en revue les différentes nationalités représentées à titre individuel du côté franquiste, durant la Guerre civile de 1936-1939. Ce vaste panorama ne concerne au total qu'une vingtaine de milliers d'individus, si l'on s'en tient aux seuls engagés volontaires et que l'on exclut les unités régulières comme la tristement célèbre *Légion Condor*, responsable du bombardement de Guernica.

Mais soixante et une nationalités peuvent être identifiées, dont les plus représentées en Espagne sont passées au crible de l'analyse par l'historien, qui met le doigt sur les ressorts nationaux ayant motivé le départ puis le passage - parfois moins facile que pour les membres des *Brigades internationales* bénéficiant de nombreux soutiens - par des démocraties soucieuses de faire respecter le principe de non-intervention dans un conflit à propos duquel on devine à peine qu'il préfigure déjà la conflagration générale à venir.

Le *Tercio*, la Légion étrangère espagnole, la Phalange et les troupes carlistes accueillent la plupart de ces aventuriers, qu'il ne faut cependant pas considérer comme étant dépourvus de convictions. Beaucoup, nous dit l'auteur, partent « chercher dans la péninsule ibérique des réponses à des questions nationales. » Le nationalisme, les différentes formes d'autoritarisme et de fascisme expli-

quent bien sûr l'engagement de nombreux Européens : Allemands, Italiens ou Portugais, par exemple. Mais le poids de l'anticommunisme et la défense de la religion sont tout autant unificateurs, en particulier outre-Atlantique, au cœur même des États-Unis isolationnistes.

On pourrait, à cet égard, signaler que, côté cinéma, un Russel Palmer, cinéaste très doué de sa génération, prend fait et cause pour le camp de Franco et réalise un film de propagande assez typique du genre : *Les défenseurs de la foi*. La bonne conscience états-unienne fait qu'aussi, en même temps, des milliers de lettres favorables aux nationalistes espagnols inondent les tables de la Maison Blanche. La minorité irlandaise des États-Unis n'est pas en reste, elle pour qui sentiment national et foi religieuse sont solidement chevillés au corps. La République d'Irlande est d'ailleurs le seul pays à envoyer davantage de volontaires à Franco qu'au camp adverse.

Les enjeux géopolitiques propres à chaque nation pèsent donc de tout leur poids. Churchill lui-même fait la part des choses : « *Franco a tous les droits de son côté car il aime son pays. De plus, Franco défend l'Europe contre le danger communiste, si l'on peut dire. Mais moi je suis anglais, et je préfère que ce soit la mauvaise cause [sic] qui l'emporte [...] car Franco risque de gêner les intérêts britanniques.* » Et, de fait, bien peu de Britanniques s'engageront, même depuis les rangs du parti fascisant de

Mosley, l'admirateur britannique d'Hitler.

Toutes choses égales par ailleurs, c'est aussi pour des strictes raisons d'intérêt national qu'en France, l'Action française se refuse à encourager tout volontariat, suscité, ailleurs à droite, et plutôt du côté de la *Cagoule*, par les rêves de Bonneville de Marsangy qui fonde, au sein du *Tercio* franquiste, d'une *Ban-dera Jeanne d'Arc*. Maurras, lui, ne voit dans les combats de la péninsule rien de **régénérateur** pour la jeunesse de France, alors appelée à d'autres combats.

Le volontariat est limité, du fait même, et le fait est souvent méconnu, de ferment de division existant, par définition peut-on dire, entre les différents nationalismes européens. Les **nationaux** franquistes, comme ils s'appellent, ne souhaitent voir flotter sur la péninsule, qu'un seul drapeau, le leur, alors que les Italiens ne songent qu'au contrôle de leur *Mare nostrum* antique. Certains des plus catholiques sont révoltés par le paganisme nazi.

Chacun se retrouve seul, face à sa conscience et c'est ainsi que, sans aller jusqu'à embrasser la cause républicaine, un Bernanos, dans ses *Grands cimetières sous la lune...* s'interroge : « *Certes, mes illusions sur les entreprises du général Franco n'ont pas duré longtemps - quelques semaines. Aussi longtemps qu'elles ont duré, je me suis efforcé de vaincre le dégoût que m'inspirait certains hommes et certaines formules.* »

David NOVARRO

Sylvain Roussillon - « *Les Brigades internationales de Franco* », Via Romana, prix franco : 25 €. 

Souscription

Petit espoir mais gros soucis...

Oui, gros soucis vraiment car notre négociation avec la Mairie de Paris n'avance pas et la perspective d'arriver à un accord acceptable s'en trouve obscurcie...

Quoi qu'il en soit, il est vital que notre souscription annuelle soit un succès car quelle que soit la solution qui sera trouvée à notre problème de locaux il est certain que notre budget normal n'y suffira pas...

C'est donc une mobilisation exceptionnelle que je vous demande d'opérer. Je sais bien que les temps sont difficiles pour tout le monde mais ne perdez pas de vue l'enjeu de cette souscription. Si nous ne retrouvons pas de locaux adaptés ce sera non seulement l'existence de nos fameux « Mercredis de la NAR » qui sera en cause mais également la parution de *Royaliste* qui, je le rappelle, est entièrement fabriqué dans nos locaux.

Ma confiance reste entière et je sais que vous répondrez à mon appel...

Yvan AUMONT

2^e liste de souscripteurs

Jean-Claude Adrian 53 € - Claude-Eugène Anglade 50 € - David Arnaud 50 € - Djamel Boudjelal 29,34 € - Jean Dauvergne 50 € - Hélène Plouhinec 50 € - Michel Fontaurelle 150 € - Guy Delranc 20 € - Nizar Dhifallah 20 € - Michèle Dutac 7,24 € - Hervé Duval 50 € - François Fardeau 13 € - Philippe Fermon 150 € - Sylvie Gesundet 100 € - Jérôme Gicquel 5 € - Martin Hybler 50 € - Guy Leres 200 € - Jean-Pierre Lopez 5 € - Jean-François Maurel 75 € - Christian Merveilleux 50 € - Andrea Nery Routa 30 € - Alain-Paul Nicolas 25 € - Yolande de Prunelé 40 € - Michel Roth 5 € - Jean-Marie Tissier 20 €.

Total de cette liste : 1 297,58 €

Total précédent : 3 739,68 €

Total général : 5 037,26 €

Faire un don

CONSEIL NATIONAL

Rappel : Le Conseil national de la NAR va être renouvelé fin mai. Tous les adhérents de la NAR doivent nous envoyer leur vote rapidement. Les bulletins doivent nous être parvenus impérativement avant le 22 mai.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 16 mai - Directeur d'une société de production audiovisuelle, **Mohamed BECHROURI** explique comment lui, jeune Français comme les autres, est identifié à un être étrange, étranger à lui-même : « L'Arabe imaginaire » qui est dénoncé par Éric Zemmour et divers politiciens comme un individu qui ne peut pas s'intégrer en raison de son origine et qui ne veut pas s'intégrer à cause, notamment, de sa religion supposée.

Avec beaucoup d'humour, Mohamed Bechrouri explique comment les Français qui sont regardés comme « arabes » ou « noirs » se sentent privés de leur dignité et sont toujours obligés d'expliquer pourquoi ils ne sont pas « de là-bas » mais bien d'ici. Avec notre invité, nous parlerons du hallal, de la circoncision, des prénoms musulmans, de la discrimination « positive », du discours sur l'islamisation de la France et de tout de ce qui vient condamner, dans la vie quotidienne, la politique de discrimination ethno-religieuse qui a été menée, pendant cinq ans, par l'extrême-droite de gouvernement.

● Mercredi 23 mai - Juriste et historien de formation, auteur d'une biographie de Jacques Bainville, **Dominique DECHERF** s'est retiré au Kenya

après avoir mené une carrière de diplomate, en Afrique, aux États-Unis puis comme ambassadeur de France au Rwanda et à Djibouti.

Le livre qu'il vient de publier est un bilan de son expérience : quarante ans passés en Afrique, qu'il regarde en diplomate, en anthropologue, en chercheur passionné par les rapports entre le politique et le religieux dans l'ordre international. En évoquant neuf pays (quatre francophones, un lusophone, cinq anglophones), les grandes tragédies (du Biafra au Rwanda) et les principaux débats (le colonialisme, le post-colonialisme), Dominique Decherf fait apparaître une réalité dérangeante : « L'apartheid mondialisé ». Le rapport aux couleurs nous oblige à penser autrement les relations internationales, à relativiser le discours sur la « Francafrrique » et à envisager, pour la France, un nouveau projet diplomatique.

● Mercredi 30 mai - Voici un livre qui contraste durement avec les belles descriptions du rêve américain et qui est écrit en contrepoint du célèbre ouvrage sur la *Démocratie en Amérique*. Historien spécialisé dans l'étude de la civilisation américaine et dans l'histoire de la Résistance, **Thomas RABINO** propose quant à lui un thème de réflexion peu courant : « De la guerre en Amérique ».

Le fait est que les États-Unis ont effectué, en deux siècles et demi, une soixantaine d'interventions militaires. Certaines sont régulièrement célébrées par le cinéma, d'autres (Panama, Cuba) sont plus ou moins oubliées. Toutes prouvent l'existence d'une culture de guerre que Thomas Rabino examine dans tous ses aspects. La guerre américaine est conçue comme une entreprise d'extermination qui prend de plus en plus la forme d'une barbarie technologique. Il s'agit de poursuivre la lutte salvatrice contre le Mal, de le mobiliser autour du pouvoir politique. La démocratie américaine et la paix mondiale sont-elles compatibles avec cette pulsion belliqueuse ?

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Notre monarchie électorale

Au soir du 6 mai, nous sommes sortis de l'autocratie pour revenir au régime politique républicain que les Français ont choisi en 1962 : la monarchie électorale, démocratique et parlementaire telle que l'organise notre Constitution. Nous avons très souvent souligné les avantages et les inconvénients de ce régime politique et la somme de nos articles sur le sujet ferait un gros volume. Au fil des présidences, nous avons pu observer que la fonction arbitrale a toujours été exercée dans l'ambiguïté par les meilleurs de nos présidents et c'est pourquoi nous militons pour que le choix de la monarchie royale, qui réaliserait effectivement l'article 5 de la Constitution, soit un jour présenté aux Français. Entre autres avantages, les conflits entre le président et le Premier ministre disparaîtraient et le Gouvernement retrouverait la plénitude de leur rôle.

Notre projet royaliste ne nous empêche pas de défendre et de promouvoir la V^e République pour ce qu'elle a de meilleur, dans la fidélité à la pensée du général de Gaulle. Si le président de la République se hausse à la dimension symbolique de sa fonction – celle du président de tous les Français, garant de l'unité nationale et représentant de la France à l'étranger – et s'il exerce son pouvoir dans les limites assignées par la Constitution, il peut être utile et même salutaire pour la nation. Tel est le vœu que nous formons pour François Hollande : en ce temps de crise, qu'il exerce sa présidence pour le salut de la patrie.

Nous sommes dans le moment où le nouveau président entre dans sa fonction. Il peut, il doit en être transformé et nous ne serions pas royalistes si nous ne comprenions pas ce changement d'état, si nous ne souhaitions pas que le chef de parti, que nous avons souvent contesté, devienne le serviteur de toute la nation. Ses engagements passés font partie de son expérience mais il va désormais porter une charge et affronter des épreuves qui sont d'un ordre différent.



Il est très probable que le nouveau président de la République veillera au respect de la Constitution, constamment violée par son prédécesseur. Le fonctionnement régulier des pouvoirs publics devrait désormais être assuré. La continuité de l'État n'est pas selon nous une exigence relevant de la seule technique juridique : comme Charles de Gaulle, comme François Mitterrand, François Hollande doit concevoir l'État selon l'histoire millénaire de la France, qu'il lui faut assumer tout entière afin d'en prolonger le mouvement. Des actes de haute portée symbolique devront concrétiser cette prise de conscience historique – essentielle au

moment où beaucoup de Français ne discernent plus le sens de l'aventure collective.

De droite ou de gauche, bien des Français se retrouveront autour de François Hollande s'il est intraitable dans la défense de la patrie. La Constitution dit que le président de la République est « le garant de l'indépendance nationale ». C'est là un devoir d'état, une charge essentielle. Le tropisme atlantiste, les rêveries européistes et l'idéologie du marché mondialisé ont été si prégnants que l'indépendance nationale a été considérée comme un souci désuet, remplacé par un discours xénophobe. L'élection de François Hollande mettra fin à la xénophobie d'État et sa volonté de réconcilier les Français après les blessures de la campagne électorale n'est pas douteuse. Cela ne suffira pas. Il faut que le nouveau président et le nouveau gouvernement montrent qu'ils sont décidés à défendre l'indépendance nationale de manière concrète.

Sans négliger les élections législatives, nous concentrerons notre attention sur le comportement et sur les décisions du président de la République lors du sommet de l'Otan à Chicago et pendant sa négociation avec le gouvernement allemand. On ne garantit pas l'indépendance nationale en se soumettant aux Américains. On ne garantit pas l'indépendance nationale en acceptant les règles imposées par Berlin. La France millénaire n'est pas une « France éternelle » comme on l'entend dire ces jours-ci. C'est une nation menacée. Elle peut retrouver son rang dans le monde et son rôle majeur en Europe si elle fait valoir sa puissance nucléaire, mobilise son économie et rassemble les forces patriotiques aujourd'hui dispersées et désorientées.

Bertrand RENOUVIN